

DÉCOLONISER, MAIS COMMENT ?

Le constat d'échec total de la « décolonisation » du musée de Tervuren étant posé, quelles conclusions en tirer pour l'avenir ?
Un point de vue personnel.

Par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

La rénovation de 2018 du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) a raté sa décolonisation. Et maintenant, comment reprendre ce travail et le réussir ? Sans prétendre à aucune légitimité pour donner des recommandations autorisées, il me semble néanmoins utile de contribuer à cette réflexion prospective. Quatre axes d'action, complémentaires, me paraissent pouvoir être dégagés : évaluer, imposer une rupture et un décentrement, politiser le débat, agir à la base et en dehors du MRAC.

Évaluer

Jusqu'ici, aucune évaluation critique systématique de la nouvelle exposition permanente du MRAC n'a été réalisée et publiée. Il faut y travailler et susciter la tenue de colloques, nationaux et internationaux concernant l'évaluation de cette nouvelle exposition, en conviant des chercheurs de disciplines différentes (anthropologues, historiens, sociologues, muséologues...) ainsi que les groupes activistes concernés. Il faut inviter militants et chercheurs à publier et à coordonner des ouvrages sur ce sujet. C'est seulement sur base d'une critique rationnelle et d'un débat public que pourront être dessinés les contours d'un nouveau musée. Le MRAC peut prendre des initiatives en ce sens, mais il est sans doute préférable qu'elles se fassent en dehors de lui, même si c'est dans le cadre d'un dialogue avec celui-ci. Le dépôt des archives du Comraf et de toutes celles ayant trait au processus de rénovation dans une bibliothèque ou un centre d'archives public et consultable serait un pas en avant appréciable pour l'élaboration de cette évaluation.

Imposer une rupture et un décentrement

Une des causes principales de l'échec de la rénovation du musée réside dans sa conception de la décolonisation comme un processus progressif. Gratia Pungu, impliquée dans le dispositif consultatif du musée, tire ce constat sans appel : « *Quand on rénove un musée ethnographique et qu'on est une ancienne puissance coloniale, il faut accepter une rupture et la confrontation à ce passé. Et ça, le MRAC ne l'a pas fait.* » (1). Mathias De Groof la rejoint pleinement sur ce point : « *La colonialité émerge dans son contraire, surtout si le musée définit la décolonisation comme "un processus", plutôt qu'un volte-face fondamental et souvent violent. C'est ainsi, en érodant la "décolonisation" en terme "R.P." [Relations publiques], que le "décolonialisme" colonise.* » (2).

Après quinze ans de « consultations » de la diaspora, de partenariats divers, d'expositions temporaires « novatrices », la politique des petits pas, collaborations et compromis a prouvé son échec. La décolonisation de l'exposition permanente ne peut être faite sans redessiner complètement la structure de l'institution (par exemple, en réorientant ses collections de sciences naturelles vers l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique) et en redéfinissant les missions du musée à partir de la volonté de le décoloniser. En outre, la rupture doit être liée à un décentrement institutionnel. La



légitimité de l'État belge pour tenir un discours sur ses anciennes colonies sans associer pleinement ces États et/ou des institutions internationales (Unesco...) doit être remise en cause. Cela pourrait, par exemple, être effectué dans le cadre d'accords de coopération avec ces États ou institutions et serait une des manières de mettre en œuvre une restitution ou une cogestion du patrimoine africain de Tervuren. La structure de gouvernance du MRAC devrait dès lors être totalement redessinée. L'ajout d'un comité consultatif supplémentaire, de représentants de la diaspora dans le conseil d'administration du MRAC ou la nomination d'un.e directeur africain.e et autres appels à la diaspora de « coloniser » le musée, pour sympathiques qu'ils soient, ne sont en rien des gages de rupture et d'une décolonisation effective. Au contraire, s'ils ne sont pas accom-

08.12.18
Performance
ARTiviste devant
le musée lors de
son inauguration.

#NotMyAfrica
Museum
#Decolonize
ThisPlace.

© COLLECTIFNONAME

73

« C'est ainsi, en érodant la "décolonisation" en terme "R.P.", que le "décolonialisme" colonise. »

⇒ pagnés d'une refonte des structures et des missions, ils risquent de n'être que de simples alibis (relevant de ce que les Anglo-Saxons nomment *tokenism*) à la perpétuation de fait de la nature coloniale du musée, en donnant à celle-ci une apparence de « décolonialité ». Quant à l'exposition permanente elle-même, elle doit être complètement refaite sur des bases entièrement nouvelles, et ne peut rester un décalque, retravaillé à la marge, de la structure des expositions de l'époque coloniale.

Politiser le débat

Il serait trop facile d'imputer l'échec de la décolonisation du MRAC à sa direction ou à son personnel. Comme le disait Bambi Ceuppens (MRAC) à l'occasion d'un débat qui ne portait pas spécifiquement sur la rénovation : « *En tant que société nous devons saisir l'opportunité de commencer à nous remémorer le passé colonial et sa présence dans la société belge d'aujourd'hui plutôt que d'attendre du MRAC et des artistes qu'ils fassent le sale boulot pour le compte de tous* » (3). Une consultation des documents parlementaires en ligne sur les sites de la Chambre et du Sénat de Belgique révèle que, pour ce qui concerne les questions orales, questions écrites et interpellations depuis 1999, il n'y a apparemment eu qu'une seule question parlementaire qui ait abordé la question du contenu de l'exposition permanente du MRAC (4). D'assez nombreuses questions parlementaires ont par contre été posées au cours de ces vingt dernières années sur la répartition linguistique et régionale du personnel et des engagements au MRAC. S'il n'y pas eu de décolonisation effective du MRAC, c'est d'abord parce qu'aucun parti ou parlementaire, dans l'opposition ou dans la majorité, n'a fait de démarche en ce sens et que cette revendication n'a, à ce jour, jamais été portée politiquement de façon effec-

tive. S'il n'y a eu qu'un « dépoussiérage » du MRAC et non une véritable décolonisation et une rupture, c'est d'abord que l'institution n'a jamais vraiment reçu un mandat politique clair de les pratiquer. La décolonisation du MRAC ne se décidera pas dans le bureau de son directeur, à Tervuren. Autant que le MRAC, ce sont les partis politiques qui doivent être interpellés par rapport à leur (in)action dans ce domaine. Les gouvernements des Etats qui ont succédé aux colonies méritent également d'être interrogés sur leur positionnement par rapport à l'approche développée par le musée, tout comme la société civile de ces pays, et notamment leurs institutions scientifiques et culturelles.

Agir à la base et en dehors du MRAC

C'est seulement sur la base d'une pression extérieure qu'une rupture pourra intervenir et que l'exposition du musée de Tervuren pourra être fondamentalement réorientée. Cela signifie que les différentes associations qui se sentent concernées par l'avenir du MRAC ne peuvent plus raisonnablement miser sur une stratégie de consultation intérieure au musée. Au vu du résultat de la rénovation et des « consultations » réalisées, cette stratégie semble avoir fait la preuve de l'impasse à laquelle elle conduit. C'est de l'extérieur que le fer doit être porté, en visant non seulement le musée, mais aussi l'opinion publique et le monde politique. De nombreuses associations ont joué par le passé ou jouent un rôle en la matière (les associations du Comraf, le Collectif mémoire coloniale et lutte contre la discrimination, BePax, Bamko, CEC-ONG, Change, Intal, Collectif No Name...). Ce seront certainement des

Depuis vingt ans, il n'y a eu qu'une seule question parlementaire qui ait abordé la question du contenu de l'exposition permanente du MRAC.

moteurs du changement futur du MRAC. Les moyens d'action ne manquent pas : organisation de débats et de colloques, publication d'articles et de livres, organisation de visites décoloniales, création de plates-formes et de pétitions, interpellations politiques, etc. L'avenir décolonial du MRAC est dans les mains de ceux qui s'engageront pour le transformer radicalement. En y travaillant, ils n'obtiendront peut-être pas une victoire immédiate mais ils lutteront contre la perpétuation et la reproduction des stéréotypes racistes, pour une meilleure compréhension des rapports entre le Nord et le Sud et pour un monde plus juste. Plus globalement, ils apporteront ainsi leur pierre à la création d'une société belge plus égalitaire et plus fraternelle, mieux à même de s'unir pour créer ensemble un avenir où chacun trouve une place digne. □



ENFANTS ADMIS ?

Le musée prévoit que (quasi) l'ensemble du public scolaire le visitera pour établir « un premier contact avec l'Afrique ». Or, cette exposition rénovée du musée reste lourdement chargée par une vision des Africains comme étant essentiellement inscrits dans le passé plutôt que dans la construction de leur histoire. Constitue-t-elle

une bonne base pour lutter contre la perpétuation de stéréotypes négrophobes ? Convient-elle pour présenter « les Africains » aux enfants ? Je pense que non. A tout le moins, une réflexion devrait être engagée sur ce sujet par les associations et collectifs concernés, par les autorités scolaires comme par chaque parent.

(1) Dans ce numéro, p. 36.

(2) De Groof, M. (2019), p. 27.

(3) Bambi Ceuppens, communication orale à l'Opening « On Monumental Silences », Anvers, 27.01.18.

(4) Laenens, L. (2001).